



Lettre aux maires concernant la Sécurité intérieure



Madame la Maire, Monsieur le Maire,

À l'approche des élections municipales de 2026, La Société Civile Française lance une consultation nationale auprès des élus locaux pour recueillir leurs avis sur plusieurs pistes de réforme destinées à renforcer la liberté d'action des communes, l'efficacité de la dépense publique et la responsabilité des décideurs locaux.



En 2025, la France fait face à une crise sécuritaire profonde. Si les grandes villes attirent l'attention, nos campagnes, bourgs et villages connaissent eux aussi une montée continue des incivilités et de la violence. Les élus locaux, souvent livrés à eux-mêmes, subissent une pression croissante et un sentiment d'abandon.

Restaurer la sécurité dans toutes nos communes : un impératif national

Dans les communes de moins de 2 000 habitants (soit 32 000 communes représentant plus de la moitié du territoire) les atteintes à la tranquillité publique ont bondi de 21 % depuis 2019. En 2023, plus de 2 300 maires ont rapporté avoir été victimes d'agressions verbales ou physiques.

La délinquance gagne la ruralité

Longtemps perçue comme un havre de paix, la ruralité subit désormais les mêmes fléaux que les métropoles : rodéos sauvages, trafics de stupéfiants, cambriolages, violences conjugales... Près de 30 % des trafics de drogue démantelés en 2024 l'ont été hors des zones urbaines sensibles. Le problème n'est pas seulement celui des moyens, mais aussi d'une reconnaissance politique trop faible de ces territoires oubliés.

Des forces de sécurité insuffisantes

Les brigades de gendarmerie sont sous-dotées : dans certaines zones rurales, les délais d'intervention dépassent 40 minutes, et des casernes ferment faute de ressources. Les polices municipales, rares dans les communes de moins de 3 500 habitants (4 % seulement en disposent), manquent de moyens et de formation. Pourtant, les communes équipées de police municipale et de caméras de vidéoprotection enregistrent une baisse moyenne de 15 % des délits.

Vidéoprotection : un outil encore trop rare

Seules 18 % des petites communes sont équipées de caméras, malgré des subventions existantes souvent mal connues ou inaccessibles. Pendant ce temps, plus de 500 maires ont démissionné depuis 2022, souvent sous la menace ou l'épuisement.

Une urgence républicaine

La sécurité n'est pas une variable budgétaire : c'est un droit fondamental.

Les chiffres nationaux de 2024 parlent d'eux-mêmes :

- +7 % de violences aux personnes,
- +12 % de dégradations de biens publics,
- +9 % d'insultes envers les forces de l'ordre,
- +15 % de cyberharcèlement,
- +10 % de vols en zones rurales.

Derrière ces données, ce sont des vies abîmées, des élus découragés et un lien social qui se fragilise



Nos propositions

- Renforcer massivement les brigades rurales, avec des unités mobiles intercommunales.
- Créer un fonds dédié pour armer et former les polices municipales rurales.
- Simplifier l'accès aux subventions pour la vidéoprotection.
- Mettre en place un dispositif national de protection des élus (cellule de crise, ligne directe avec la gendarmerie).
- Réimplanter la justice dans les territoires ruraux, trop souvent éloignés des tribunaux.

La question est simple : voulons-nous laisser nos territoires s'enfoncer dans la peur et l'isolement, restaurer le pacte de confiance entre la République et ses citoyens ?

La réponse doit être politique et humaine : exemplarité, fermeté, proximité. L'État doit regarder à nouveau vers ses communes rurales, non comme des vestiges du passé, mais comme les véritables bastions de la République.

Guillaume Sevin & et l'équipe de La Société Civile Française (SCF)

Nous serions honorés d'intégrer votre contribution à cette réflexion collective.

Avec nos sentiments les plus respectueux,

contact@lasocietecivile.fr

www.lasocietecivile.fr